



Provence Enseignement

Bulletin
d'information
du
SDEN—CGT
13 (Mars 2007)

N°138
Printemps 2007

Edito

Mais qu'est-ce qu'on attend?

Les attaques sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus fortes contre les salariés.

Les exemples ne manquent pas autour de nous: le dernier en date Airbus où la logique financière prime une fois de plus sur le développement de l'industrie et l'intérêt des salariés.

Rien que dans notre département, c'est la casse de l'emploi et la désindustrialisation des sites qui sont organisées, notamment dans l'agroalimentaire, secteur pourtant rentable et ayant une forte productivité, avec Lustucru Nestlé, Panzani, Fralib, Saint louis Sucre, et dernièrement Haribo.

C'est l'attaque contre le code du travail avec Plan de Campagne où les patrons mènent une guerre idéologique sans merci contre les syndicats.

Heureusement des "victoires" comme chez Diebold, où le patron met sur la table deux ans de salaires pour les licenciés en attendant leur reconversion ou au CHU Nord où les salariés évitent la délocalisation d'un service.

Dans la fonction publique, ce sont près de 10 000 emplois supprimées, dont 2500 dans l'Education nationale avec près de 230 dans l'académie.

La veille des vacances s'est traduite par des collègues en grève (Barnier, Rostand, Quinet, etc) et des établissements découvrant la DGH à la baisse ou plus vicieux à la hausse mais avec des suppressions de postes (décret 50 appliqué avant l'heure et applicable dès le 9 février: une véritable provocation quand on pense que le 8 février a été une journée d'action réussie!)

Le seul débat sur l'Education nationale qui nous est servi par les politiques concerne la carte scolaire, comme si la modifier ou la supprimer allait subitement donner les moyens à l'Ecole de remplir sa mission de service public.

Bien au contraire, au-delà de la démagogie, la carte scolaire est un enjeu politique et peut être le tremplin vers une privatisation rampante de l'Ecole ou en tout cas, sa marchandisation. Le libre choix de son école va vite se transformer en libre choix des ses enseignants, en libre choix des programmes etc.

Des attaques aussi contre le droit syndical: Roland Vuillet en est un exemple frappant pour lequel le Ministère ne veut rien lâcher au risque de mettre en danger la vie d'un fonctionnaire.

Heureusement, là aussi une victoire dans cet acharnement à criminaliser l'acte syndical la relaxe des quatre de la Rochelle (syndicalistes CGT accusés à tort d'avoir incendié le siège du MEDEF

lors des grèves de 2003).

Des attaques contre le droit de vivre avec la lutte des sans papiers, les expulsions qui ne s'arrêtent pas, des attaques contre les libertés avec le flicage des élèves.

Oui, nous avons toutes les bonnes raisons de faire entendre notre voix dans la rue avant de la faire entendre dans les urnes.

Alors qu'est ce qu'on attend pour une journée de grève générale public privé tous ensemble?

Malheureusement, il faudra se contenter pour l'instant d'une journée de grève dans l'Education nationale, le mardi 20 mars et encore, pas avec tous les syndicats!

Navrant de voir qu'à l'approche des élections, certaines organisations syndicales se "dégonflent"!

Navrant de voir qu'à force de vouloir chercher l'unité (à juste raison), la CGT en est pénalisée et a du mal à faire ce "tous ensemble" dans ses propres rangs !

Le mardi 20 mars, la CGT Education sera dans la rue, mais aussi lors de toutes les autres journées d'action, de grève et de manifestation à venir autour des revendications concernant les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la protection sociale, les libertés, la démocratie.

Nadine Castellani Labranche

Sommaire du journal N° 138

Page 1 : Edito

Page 2 : Réseau Education Sans Frontières, Collèges: ambition zéro

Page 3: Roland Vuillet

Page 4 : Agenda

Page 5 : Ecoles, Fichier Base-élèves

Page 6, 7, 8 : Fichier Base-élèves: En route pour le meilleur des mondes

Page 9: Elections CAPD, IUFM

Page 10, 11, 12 : Formation d'accueil des nouveaux syndiqués (FANS); Demande d'autorisation ; Programme

Contre les expulsions, malgré la répression, le combat continue !

La fin de l'année civile a donné lieu à un redoublement des arrestations et expulsions de parents et d'enfants sans papiers. En effet, comme le souhaitait le ministre-candidat Sarkozy il fallait atteindre le quota de 25 000 expulsions pour l'année 2006. Cette chasse aux sans papiers ne s'est pas interrompue depuis, bien au contraire. Ainsi les sans papiers sont devenus les otages d'une politique visant à « faire du chiffre » au détriment de toute considération pour les droits élémentaires de la personne humaine. C'est que Sarkozy, comme le relevait une motion du SDEN CGT 13 adressée à l'UN-SEN en décembre, fait de sa fermeté dans ce dossier un argument électoral dans sa chasse aux voix en concurrence avec le Front National. Comme en témoigne aussi récemment ses déclarations concernant la création envisagée « d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale ».

Pour les sans papiers, pères, mères, enfants, cette politique se solde par la hantise quotidienne de l'arrestation, par la crainte liée à tout déplacement, et aboutit par conséquent à l'isolement, à l'enfermement dans une vie semi clandestine qui favorise l'exclusion et la misère. Car dans cette chasse aux sans papiers on a vu se multiplier à Marseille les contrôles de police pratiqués « au faciès » et se mettre en place de véritables stratégies policières de rafle dans les lieux publics. C'est ce qu'ont dénoncé ensemble un grand nombre d'organisations syndicales, associatives et politiques, le 7 février dernier, lors d'un rassemblement à la gare St-Charles, à l'appel du RESF 13. Exigeant que la gare demeure un lieu de libre circulation dévolue au service public et non un espace de contrôle discriminatoire.

Au-delà, l'action du Réseau Education Sans Frontières aux côtés des familles sans papiers est déterminante pour tisser avec elles des liens concrets de solidarité, rendre publiques les injustices commises à leur encontre, et empêcher, autant que possible, les expulsions de parents d'enfants scolarisés.

Sur ce terrain le RESF 13 a maintenu un haut niveau de mobilisation, et cela alors même que les conditions se faisaient plus dures. En effet après une action unitaire entreprise, aux côtés notamment du Comité Sans Papiers CGT, en novembre, à l'aéroport de Marseilles pour empêcher l'expulsion vers l'Algérie de M. Douibi, père de 3 enfants, Florimond Guimard, militant syndical dans le premier degré et l'un des animateurs principaux du réseau dans les Bouches du Rhône, s'est vu mis en examen et poursuivi. Une mobilisation unitaire est en cours de construction pour le soutenir l'occasion de son procès prévu le 22 avril prochain. L'enjeu est clairement, au-delà du RESF, de défendre notre droit à exercer concrètement notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui sont victimes des lois liberticides et notre opposition à toute criminalisation du mouvement social. Dans cette mobilisation à venir, le SDEN-CGT 13 doit pouvoir prendre toute sa place.

Bref, le combat continue !

Emanuel ARVOIS

Il est de ces résolutions que l'on prend toutes les années au mois de janvier pour très vite les oublier... Il en est d'autres que l'on tient coûte que coûte..... Pour l'Inspection académique, la DGH du collège Barnier fait partie de la deuxième catégorie. Toutes les années, elle est systématiquement revue à la baisse sous le prétexte éculé d'une baisse des effectifs...

Classé ambition réussite en 2006, le collège avait obtenu une dotation supplémentaire de 99h. Pour la rentrée 2007, la DGH est amputée de 88,5h auxquelles il faut ajouter 12h d'aide et de soutien en 4^{ème} sous prétexte de dispositifs redondants (sic). - 1,5h au bout du compte, belle ambition!

Evidemment, les personnels de l'établissement se sont immédiatement mobilisés pour demander une audience. Evidemment aussi, ils n'ont pas eu de réponse et se sont mis en grève à partir du 29 janvier, soutenus par les parents d'élèves. Depuis ce jour, la mobilisation n'a pas fléchi d'un pouce avec trois points d'orgue : 100% de vie scolaire en grève pour soutenir les enseignants le mardi 13 février, l'occupation du collège le mardi 20 février au soir avec des parents d'élèves et une manifestation le mercredi 21 février à l'appel des habitants de la Castellane qui dénonçaient leurs conditions de logement. Face à l'inertie de l'administration, qui pensait sans doute que 15 jours de vacances calmeraient les plus revendicatifs, les personnels seront de nouveau dans l'action dès le lundi 12 mars pour qu'enfin soient entendues leurs revendications.

On a fait croire avec une certaine habileté que des moyens exceptionnels avaient été octroyés aux établissements classés EP1(1), au détriment bien évidemment de tous les autres, et bon nombre de collègues le croient encore malheureusement. On a fait croire aussi que désormais, il ferait bon vivre dans ces établissements. Depuis la rentrée de septembre, près de la moitié des collèges Ambition réussite a été touchée par des mouvements de grève en rapport avec des problèmes de moyens ou des phénomènes de violences (souvent les deux).

L'escroquerie du dispositif « Ambition réussite » est désormais avérée. Après avoir licencié les assistants d'éducation de ces collèges et les avoir remplacés par des CAE(2), on supprime massivement des postes d'enseignants. **Il s'agit bien d'une Escroquerie !**

Nathalie Arnaud, Faysal Benoît Cheik Ali

- (1) Education prioritaire 1
- (2) Contrats d'accompagnement dans l'emploi





UNION NATIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
263, RUE DE PARIS
CASE 549 - 93515
MONTREUIL CEDEX
FÉDÉRATION DE
L'ÉDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE

**En grève
Le mardi 20 mars**

12.03 2007

« On doit tous quelque chose à un professeur » communique le ministre de l'Éducation nationale, nous lui répondons qu'aujourd'hui « l'École de la République » a surtout besoin d'emplois et d'autres orientations politiques !

**fidèle à son adhésion à la stratégie de
Lisbonne, le gouvernement passe en force
ses réformes libérales de l'École :**

- ↑ Recrutement et formation des maîtres à minima ;
- ↑ Création d'établissements publics du 1er degré (EPEP) ;
- .. Réformes statutaires, notamment des décrets

de 1950 : allongement du temps de travail, bivalence, flexibilité, moyens soumis à obligation de performance ;

- .. Evaluation au mérite ;
- .. Négation des missions : remplacement, direction d'école... ;
- .. Modifications des programmes.

C'est aussi l'application accélérée de la réforme dite de « modernisation de l'Etat » engagée depuis cinq ans.

En cohérence avec la loi d'orientation pour l'École, après la liquidation de plusieurs dizaines de milliers de postes dans l'encadrement éducatif depuis 2002, le programme de « destruction massive » des emplois dans le budget 2007.

Il se traduit dans le 2nd degré par la suppression de 10 000 emplois, pour le 1er degré par une augmentation des effectifs élèves-classe et des regroupements d'écoles. Un même but : **libéraliser, optimiser, externaliser.**

**Missions, emplois et salaires sont indissociables
et sont au coeur des enjeux communs à tous.**

L'action du gouvernement ne se borne pas à faire des économies, elle porte une autre conception de l'École dans laquelle l'égalité des chances se substitue à l'égalité des droits.

Le ministre compte sur le renouvellement important des personnels pour changer la nature du travail et obtenir l'adhésion à son projet, notamment avec le « **travailler plus pour gagner**

plus», alors que depuis plusieurs années les charges de travail des personnels ne cessent d'augmenter !

Continuons de nous mobiliser pour nos salaires et la reconnaissance de nos qualifications.

**20 % de pouvoir d'achat perdu
entre 1981 à 2004.**

Aujourd'hui, les personnels et les usagers agissent dans les écoles, les collèges et les lycées pour la défense de « l'École de la République », notamment en s'opposant aux baisses horaires, suppressions d'emplois et aux mesures de carte scolaire entraînant des fermetures de classes, des suppressions d'options réduisant ainsi l'offre de formation...

Le mardi 20 mars,

**Poursuivons, amplifions et faisons converger les mobilisations pour remettre
l'Éducation au coeur du débat public et imposer d'autres orientations**

grève nationalement mardi 20 mars SNES, SNEP, SNUEP, SNEETA

Dans les Bouches du Rhône, décision SNES + CGT: pour la grève du 20, actions par localité le matin (avec sur Marseille, une visibilité spécifique ZEP quartiers Nord), un rassemblement (sur le Vieux port à 14 h 00) avec distribution de tracts à la population, prise de parole, témoignages des établissements...

AGENDA

Jeudi 22 mars 2007 de 18h à 20h au CRDP – 31 bd d'Athènes Marseille 13001-

Soirée débat à l'initiative de l'association CMS 13 (Connaître le Mouvement Social)

Thème: *le mouvement social actuel: quelles perspectives politiques peut-il enclencher?"*

Alors que la période qui s'ouvre donne de l'importance aux échéances politiques, le mouvement social, quand il est porteur d'exigences et de revendications, est-il en capacité d'être une force de transformation?

Le rapport au travail, le chômage massif, le pouvoir d'achat en baisse, la pauvreté, l'exclusion, la démocratie, le développement économique sont autant d'enjeux et d'urgences pour notre société.

CMS 13 pense que les salariés doivent affirmer leurs aspirations et leurs volontés pour peser de tout leur poids dans les contenus politiques.

Dans notre département, le mouvement social a des choses à dire, à faire, à faire respecter, à développer.

Qui mieux que lui-même pourra défendre ses conceptions? Toutes les échéances sont des temps forts mais le mouvement social ne porte-t-il pas en lui-même l'avenir?

Autant de questions auxquelles syndicalistes, militants, citoyens, témoins et élus sont invités à débattre.

Lundi 26 mars à Gardanne

Journée d'étude organisée par le secteur Emploi Formation CGT et le Comité Régional CGT PACA avec la participation d'universitaires de l'Institut Régionale du Travail

Thème: *"Quel droit à la formation continue, pour quel statut du travail salarié ?"*

Avec la revendication d'un "Nouveau Statut du Travail Salarié", il s'agit de faire reconnaître la place spécifique du travail et garantir des droits progressifs, cumulables et transférables au fur à mesure des mobilités, des évolutions de carrière et de salaires, tout au long de la vie professionnelle.

Nos revendications relatives à la formation continue des salariés se situent dans ce cadre.

Il s'agit à présent de s'approprier la revendication et de réfléchir collectivement à ses déclinaisons dans les entreprises.

Du mardi 27 mars au vendredi 30 mars 2007 à Marseille

XVème Congrès national de l'UGICT –CGT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens)

Lundi 2 avril 2007 de 9h à 17h au Collège Henri Barnier – bd Henri Barnier Marseille 13016-

Journée de formation syndicale organisée par le SDEN-CGT 13

Thème: *Formation des secrétaires de section*

Lundi 21 mai et mardi 22 mai 2007 au Lycée Diderot -23 bd Lavéran Marseille 13013-

Journées de formation syndicale organisées par le SDEN-CGT 13

Thème: *" Formation d'accueil des nouveaux syndiqués (FANS)*

(Convocation et demande de congé syndical jointes dans le journal)

Du lundi 21 mai au vendredi 25 mai 2007 au centre « Village Océanique » de l'Île de Ré.

IX^e congrès de notre Fédération, la FERC (Fédération de l'Éducation, de la Recherche Et de la Culture)

Ce congrès a pour ambition de définir, pour les trois ans à venir, les « politiques » à réaliser dans nos champs d'activité que sont l'éducation, la formation, la recherche et la culture, champs qui sont, pour une grande partie, au cœur des préoccupations des salariés.

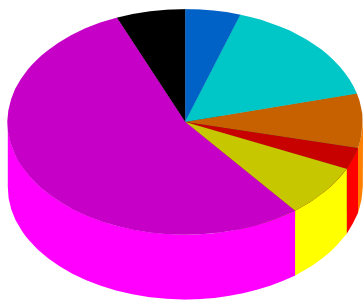
Plan de Campagne



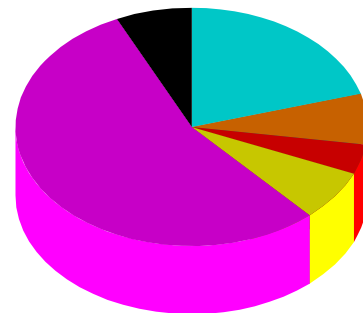
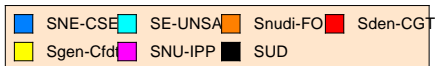
Elections CAPD, IUFM

CAPD 16/01/07

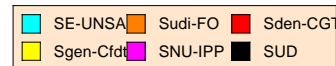
CAPD 12/05



SE-UNSA	2 sièges
SNU-IPP	7 sièges
FO	1 siège

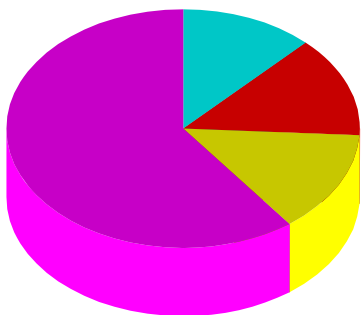


SE-UNSA	2 sièges
SNU-IPP	7 sièges
SUD	1 siège



	SNE-CSEN	SE-UNSA	Snudi-FO	Sden-CGT	Sgen-Cfdt	SNU-IPP	SUD	Exprimés	Inscrits	Blancs
Voix	310	987	483	192	468	3368	390	6198	10237	208
%	5,00%	15,92%	7,79%	3,10%	7,55%	54,34%	6,29%	60,55%		3,36%

IUFM Conseil d'Administration Scrutin 16 11 06

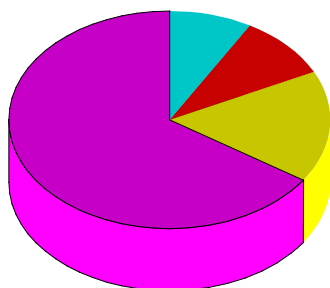


Fsu	4 sièges
CFDT	1 siège



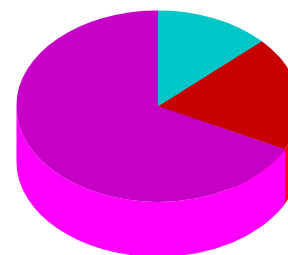
	Se-UNSA	Ursden-CGT	Sgen-Cfdt	Fsu	Exprimés	Inscrits	Blancs
Voix	81	92	93	406	672	3505	15
%	12,05%	13,69%	13,84%	60,42%	19,17%		2,23%

IUFM Conseil Scientifique & Pédagogique 1° Degré



	Se-UNSA	Ursden-CGT	Sgen-Cfdt	Fsu	Exprimés	Inscrits	Blancs
Voix	31	36	64	253	393	1514	10
%	7,89%	9,16%	16,28%	64,38%	25,96%		2,54%

IUFM Conseil Scientifique & Pédagogique 2° DEGRE scrutin 16 11 06



Fsu	3 sièges
CGT	1 siège



	Se-UNSA	Ursden-CGT	Fsu	Exprimés	Inscrits	Blancs
Voix	37	56	197	290	1991	8
%	12,76%	19,31%	67,93%	14,57%		2,76%

Commentaires:

IUFM

1 siège gagné au conseil scientifique 2ème degré, un autre raté pour une voix au conseil d'administration

CAPD

Le syndicat SNUDI-FO appuyé par le SDEN-CGT a demandé une nouvelle organisation du scrutin sur un jour banalisé avec dépouillement le soir et l'abandon du scrutin dans les écoles-bureau de vote, d'autant qu'un nombre important de bulletins dans des enveloppes n°1 ouvertes (colle de mauvaise qualité soit mais enveloppes manifestement laissées ouvertes aussi...) ont été validés, ce qui ouvre la porte à toutes les manipulations et fraudes.

SDEN FERC CGT 13

*Syndicat Départemental de l'Education Nationale
des Bouches du Rhône
23 Bd Charles Nédelec -13003 Marseille
Tél. 04 91 62 74 30 & Fax 04 91 08 91 42
E mail : sdencgt13@wanadoo.fr*

CONVOCATION

Nom Prénom :
Etablissement :

Marseille, le Mardi 20 février 2007

Cher(e) Camarade,

Tu es cordialement invité(e) à participer aux journées de **formation syndicale** intitulée « **Formation d'accueil des nouveaux syndiqués (FANS)** » organisées par le :

S.D.E.N. FERC C.G.T. 13,

qui se tiendra les :

Lundi 21 mai et mardi 22 mai 2007
De 9h à 17h
Lycée Diderot
23 Bd Lavéran
(Métro Malpassé + bus 38)
Marseille 13013

ATTENTION : l'autorisation d'absence doit être déposée au plus tard le 21 avril 2007.

Tu trouveras ci-joint une demande de congé pour formation syndicale à reproduire et à déposer auprès de ton chef d'établissement.

Nous comptons sur ta présence,

Bien fraternellement.

**La secrétaire départementale
Nadine Castellani Labranche**

La présente convocation vaut mandat en vue de l'obtention spéciale de l'autorisation d'absence prévue par l'article 34 de la loi 84-16 du 11.01.84.

NOM :

Prénom :

Etablissement ou école:

Adresse :

A le 2007
Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille
Monsieur l'inspecteur d'académie des BdR,

S/C du chef d'établissement
ou de l'I.E.N.....

Objet : demande de congé pour formation syndicale duen référence à l'article 34 de la loi 84-16 du 11.01.84

Monsieur le Recteur,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation de participer à un stage de

Formation économique, sociale et syndicale à.....qui aura lieu les.....de 9h à 17h.

Il a pour thème :

Ce stage est organisé par le SDEN-CGT 13 sous l'égide de « La Formation Syndicale CGT », organisme agréé à dispenser cette formation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, Monsieur l'Inspecteur d'Académie des Boûches du Rhône, l'expression de mes salutations distinguées.

(Signature)

La demande de congé doit être faite par écrit au moins un mois avant la date de début de formation . Le congé est réputé accordé en l'absence de réponse au plus tard 15 jours avant le début du stage.

SDEN FERC CGT 13

*Syndicat Départemental de l'Education Nationale
des Bouches du Rhône*

*23 Bd Charles Nédelec -13003 Marseille
Tél. 04 91 62 74 30 & Fax 04 91 08 91 42
E mail sdencgt13@wanadoo.fr*

FORMATION SYNDICALE

Le SDEN –FERC-CGT 13 organise deux journées de formation syndicale ouverte à toutes et à tous (syndiqués et non syndiqués) qui a pour thème « **Formation d'accueil des nouveaux syndiqués** » et qui se tiendra les :

Lundi 21 mai et mardi 22 mai 2007

De 9h à 17h

Lycée Diderot

23 Bd Lavéran

(Métro Malpassé + bus 38)

Marseille 13013

La demande de congé syndicale (ci-joint un modèle) est à déposer par écrit auprès du chef d'établissement ou de l'IEN avant le 21 avril 2007 .

Afin d'organiser au mieux cette journée, il est souhaitable de nous retourner la fiche de participation au stage au plus tard le 14 mai 2007 .

Nous espérons que cette journée de formation syndicale pourra se tenir avec la participation d'au moins 8 camarades.

Bien syndicalement

La secrétaire départementale
Nadine Castellani Labranche

FICHE D'INSCRIPTION POUR LE STAGE :

(à renvoyer par courrier à : SDEN-CGT 13, 23 bd Charles Nédelec, 13003 Marseille
ou inscription à confirmer par mel :sdencgt13@wanadoo.fr)

NOM :.....Prénom :.....

Adresse Personnelle :

.....

.....

Téléphone :.....

Adresse électronique :.....

Etablissement :.....

Participation au repas : OUI NON